

Un nouvel État local

Une réforme qui fait progresser le service public sur les six axes du changement

1

Adapter les missions de l'État aux défis du XXI^{ème} siècle

L'État se réorganise pour **donner au niveau local** les leviers de pilotage des politiques publiques et concentrer ses efforts sur ses missions prioritaires. Il renforcera **sa capacité de dialogue** avec les collectivités territoriales, grâce à des services mieux intégrés. Le **niveau régional** devient le niveau de droit commun pour mettre en œuvre les politiques publiques et piloter leur adaptation aux territoires.

2

Améliorer les services pour les citoyens et les entreprises

Afin de traiter de leur développement, de leurs questions d'emploi ou de droit social, les entreprises auront désormais **une direction générale pour interlocuteur unique**. Par ailleurs, les directions départementales seront organisées en fonction des **politiques conduites sur le terrain**, et non plus selon le découpage des ministères.

3

Moderniser et simplifier l'État dans son organisation et ses processus

Le préfet de région, qui exercera une autorité directe sur les directions, sera **le pilote et le garant** de la cohésion de **l'action interministérielle de l'Etat**. La nouvelle architecture territoriale de l'État sera **simplifiée et clarifiée** : à l'échelon régional, le nombre de structures passera d'une trentaine à 8 et, au niveau départemental, d'une vingtaine à moins de 5.

4

Valoriser le travail et le parcours des agents

Le rattachement des agents à leur corps et ministère d'origine n'est pas modifié. La mise en place de **plates-formes de ressources humaines communes** à l'échelle régionale élargira leurs horizons en leur offrant de **nouvelles perspectives de mobilité et de carrière**. Ils pourront ainsi forger leur parcours en fonction de leur intérêt, sans avoir à mettre en balance une promotion et un déménagement.

5

Responsabiliser par la culture du résultat

La déconcentration du pilotage des politiques publiques **donnera tout son sens à la LOLF** : le management local disposera d'objectifs et de moyens et sera responsable de ses résultats.

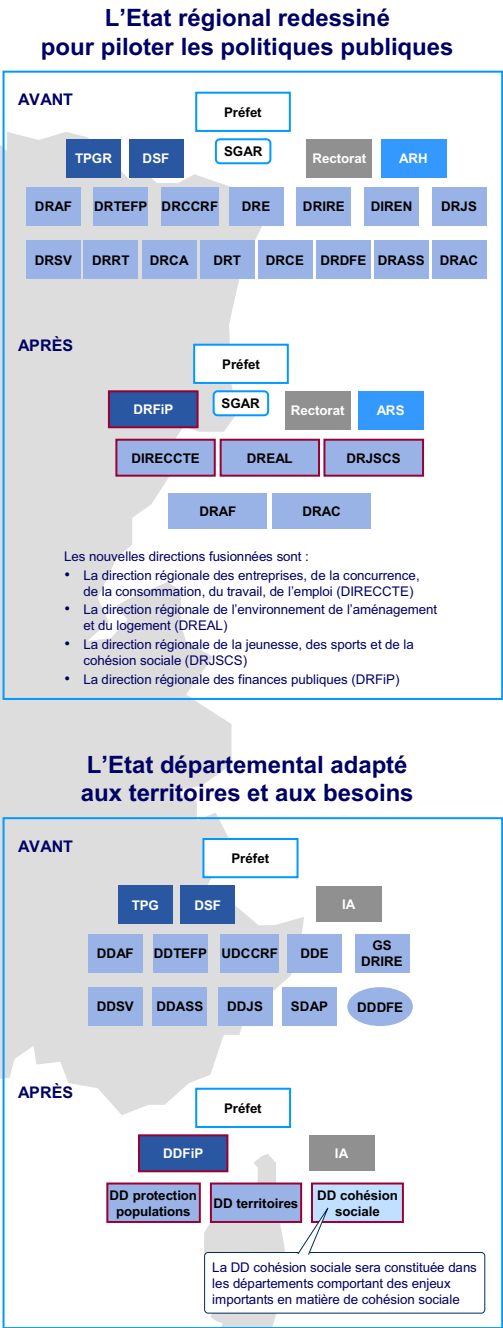
6

Rétablir l'équilibre des comptes publics et garantir le bon usage de chaque €

Des économies de fonctionnement seront dégagées grâce à la **mutualisation des fonctions support**, en particulier au niveau départemental.

"Vous le voyez, je suis très ambitieux pour le service public et pour la fonction publique. Ce que je viens de vous exposer : un meilleur service public au meilleur coût pour les citoyens, des règles de gestion motivantes et équitables pour les fonctionnaires, dessinent à mes yeux les contours d'un nouveau pacte que je veux conclure avec les fonctionnaires et les citoyens".

Discours de Nicolas Sarkozy à Nantes, 19 septembre 2007.

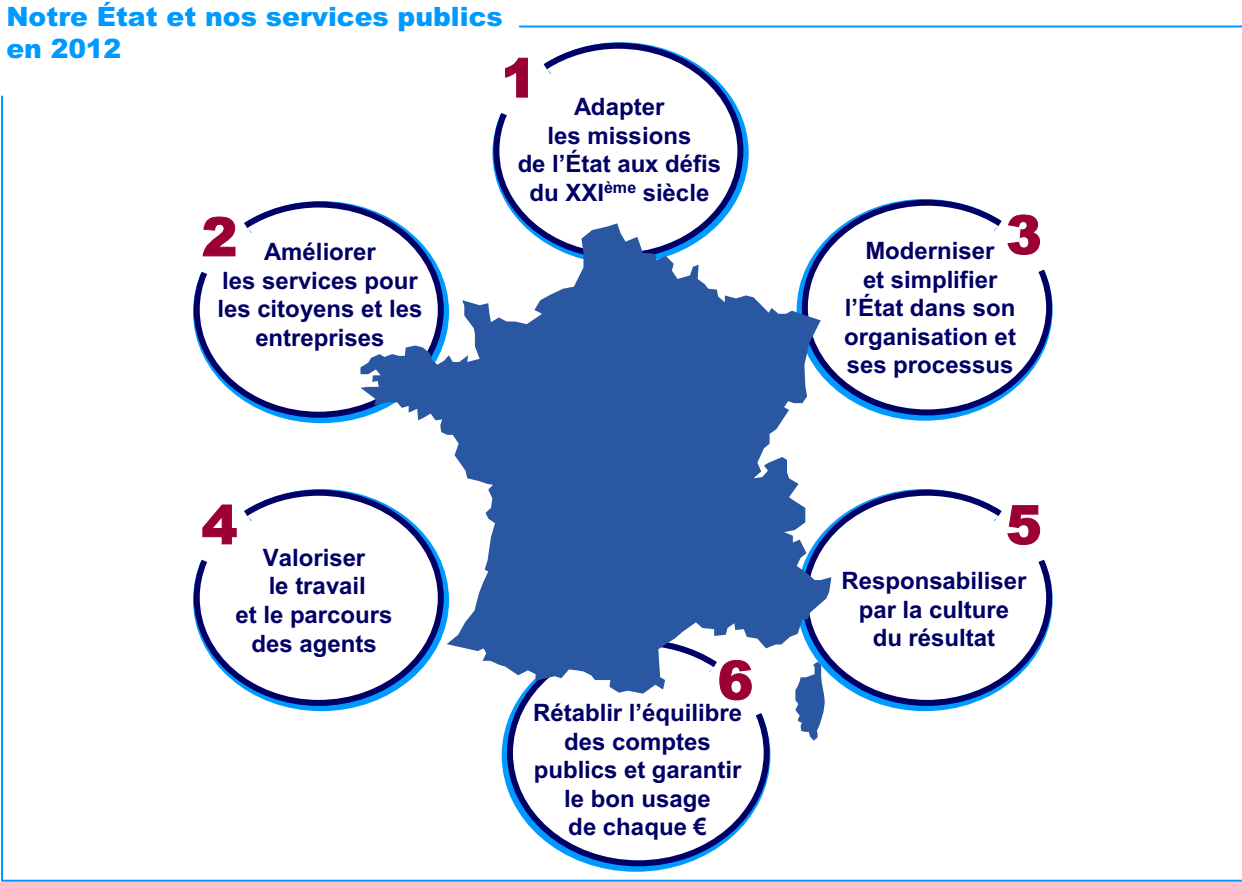


Notre État et nos services publics en 2012

Une grande ambition à l'œuvre

Offrir un meilleur service public pour les usagers, un meilleur coût pour les contribuables et de meilleures perspectives pour les agents : c'est l'ambition que porte la Révision Générale des Politiques Publiques. Un travail considérable a ainsi été accompli afin de passer au crible, puis de rénover en profondeur l'appareil productif de l'État et les politiques d'intervention.

Près de 350 réformes ont été identifiées qui dessinent l'État de demain. Constituant de véritables stratégies de changement ministère par ministère, elles s'articulent en six axes qui sont autant de principes d'action traçant une vision claire de l'État et des services publics pour 2012 :



- 1. Adapter les missions de l'État aux défis du XXI^{ème} siècle**

Pour que le champ d'intervention de l'État corresponde en permanence aux attentes de nos concitoyens et que le cœur de son action reflète au mieux les besoins collectifs qui émergent avec le nouveau siècle.
- 2. Améliorer les services pour les citoyens et les entreprises**

Pour satisfaire aux exigences des Français, attentifs à la qualité de leurs services publics, et répondre à leurs demandes croissantes de simplification, de proximité, de réactivité et d'innovation.
- 3. Moderniser et simplifier l'État dans son organisation et ses processus**

Pour permettre à l'État de mieux accomplir ses missions, grâce à un fonctionnement plus efficace et des structures allégées.
- 4. Valoriser le travail et le parcours des agents**

Pour mieux valoriser le capital humain de la fonction publique, mieux reconnaître le mérite des agents et élargir leurs perspectives de carrière en supprimant les cloisonnements entre administrations.
- 5. Responsabiliser par la culture du résultat**

Pour que l'action publique soit guidée par des objectifs clairement définis, que l'efficacité de l'État soit systématiquement évaluée et que les agents soient responsabilisés sur leurs résultats.
- 6. Rétablir l'équilibre des comptes publics et garantir le bon usage de chaque euro**

Pour que le niveau des dépenses publiques cesse de peser sur la compétitivité de nos entreprises et que l'État retrouve des marges de manœuvre afin de financer ses priorités et investir.

2 Améliorer les services pour les citoyens et les entreprises

- Un État qui améliore la **qualité de ses services**
- Un État qui répond aux **nouvelles attentes**
- Un État qui **simplifie** la vie des acteurs publics et privés

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Amélioration de l'accueil physique et téléphonique des administrations
- > Mise en place d'une agence du remplacement des enseignants à l'école
- > Constitution du guichet fiscal unique et généralisation de la déclaration et du paiement des impôts et taxes sur Internet

> Fusion des directions générales des Impôts et de la Comptabilité Publique

Grâce à la constitution de la direction générale des Finances publiques, tous les contribuables disposeront enfin d'un guichet unique pour l'ensemble des formalités liées à leurs impôts. Cette réforme majeure, qui concerne 130 000 agents, va mettre fin à une organisation dans laquelle l'utilisateur supportait la complexité d'un cloisonnement administratif. Ce dernier, qui distinguait l'établissement du paiement de l'impôt, était en effet devenu sans objet, à l'heure où les évolutions technologiques permettent de gérer de manière unifiée le compte fiscal de chaque contribuable.

4 Valoriser le travail et le parcours des agents

- Un État qui sait **investir sur les talents** et développe les compétences
- Un État qui offre des **opportunités de carrière** et favorise la **mobilité**
- Un État qui **facilite la vie de ses agents**

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Révision générale du contenu des concours administratifs

> Création d'un droit effectif à la mobilité

Un projet de loi en cours de débat au Parlement vise à lever tous les freins juridiques à la mobilité des agents, qui pourront construire librement leur parcours professionnel. Leur statut ne les empêchera plus d'exercer des missions dans un autre corps, ni même de changer de corps. L'administration aura également l'obligation d'offrir un accompagnement personnalisé aux agents en attente d'affectation. Par ailleurs, pour favoriser la modernisation et la continuité du service public, il sera possible de faire appel à des contractuels ou des intérimaires en cas de pic d'activité.

1 Adapter les missions de l'État aux défis du XXI^{ème} siècle

- Un État qui **adapte ses priorités et ses missions** fondamentales à l'évolution des enjeux et des attentes
- Un État **concentré sur ses priorités**

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Création d'un ministère du développement durable
- > Modernisation de la politique du logement
- > Recentrage des activités de police sur les nouvelles formes de délinquance

> Adaptation du ministère de la Défense à ses nouvelles missions

La Défense doit évoluer à mesure que les menaces changent de nature. Le livre blanc sur la Défense nationale a identifié les nouveaux enjeux stratégiques et préconisé des adaptations sensibles pour y faire face. C'est pour garantir cette réactivité que l'outil de Défense renouvelle en profondeur ses structures. Objectifs : améliorer la qualité et l'efficacité du soutien aux unités opérationnelles et alléger les charges administratives des chefs de corps.



6 Rétablir l'équilibre des comptes publics et garantir le bon usage de chaque €

- Un État économe, garant du **bon usage des dépenses publiques**
- Un État qui assainit ses finances **au profit des générations futures**
- Un État qui dégage des marges de manœuvre pour **investir dans les projets d'avenir**

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Réforme de l'indemnité de retraite temporaire Outre-Mer

> Non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique

Grace aux réformes entreprises dans tous les ministères, qui permettent d'améliorer l'efficacité de l'Etat, une diminution des effectifs correspondant au non remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux (soit entre 30 000 et 40 000 recrutements par an néanmoins) sera conduite sur les trois prochaines années. Le retour de la moitié des économies aux fonctionnaires permettra de concilier une maîtrise de la masse salariale et une politique salariale active. La diminution du nombre de fonctionnaires est en effet la seule solution pour avoir à la fois un Etat moins coûteux et des fonctionnaires mieux payés.

3 Moderniser et simplifier l'État dans son organisation et ses processus

- Un État qui **déconcentre ses missions** et clarifie les responsabilités des échelons central, régional et départemental
- Un État aux **structures simples et lisibles**
- Un État avec des processus internes de décision et de gestion **optimisés**
- Un État qui **rationnalise ses fonctions support**

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Rapprochement entre la Police et la Gendarmerie Nationale permettant notamment des mutualisations de fonctions support
- > Création d'un organisme unique de paiement des aides agricoles

> Simplification des administrations centrales

Les directions d'administration centrale sont trop morcelées pour que l'action de l'État soit efficace et cohérente. Actuellement de 15 en moyenne par ministère, leur nombre sera divisé par deux. Plusieurs ministères sont aujourd'hui engagés dans une restructuration. Le MEEDDAT adopte un organigramme simplifié pour refléter la nouveauté de ses missions. La Culture recentre son organisation sur ses trois missions prioritaires : création, préservation et diffusion. L'Economie traduit dans son organisation un principe fondamental : faire de l'emploi une composante essentielle de son action vis-à-vis des entreprises.

5 Responsabiliser par la culture du résultat

- Un État qui responsabilise chaque structure administrative sur sa performance **dans la continuité de la LOLF**
- Un État qui **responsabilise chaque agent** sur ses résultats
- Un État qui veille à l'**impact opérationnel** de chacune des réformes
- Un État qui développe une **culture de l'amélioration continue**

EXEMPLES D'ACTIONS ENGAGÉES

- > Mise en place d'un tableau de bord de pilotage des réformes engagées

> Financement budgétaire des universités fondé sur la performance

La mise en place dans les universités d'un nouveau mode de financement prenant en compte la performance permettra d'accompagner des universités désormais autonomes vers l'excellence. Un nouveau pôle de contractualisation et de financement sera mis en place pour ce faire, en faisant profondément évoluer les modes de travail et les outils des administrations pour tenir compte de l'évolution liée à l'autonomie. L'autonomie et la responsabilisation sont, en effet, indissociables.